

Un troisième exemple est fourni au paragraphe 36(2), toujours à la page 67, où l'on dit:

Parliament and the Government of Canada are committed to the principle...

[Français]

Et en français l'on dit clairement dans l'article 36.(2)

Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe...

[Traduction]

Il existe donc un précédent clair en vertu duquel le mot «commitment» est traduit par «engagement». Par conséquent, pourquoi ne pouvons-nous apporter cette modification, compte tenu du fait qu'il existe clairement des précédents dans la Constitution actuelle?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, il y a un jour ou deux j'ai vu un projet de réponse à la question du chef adjoint de l'opposition. J'ai approuvé le dépôt de cette réponse. Je croyais que celle-ci avait été déposée hier. J'ai demandé encore une fois qu'on m'apporte cette réponse. Il est bien possible que je l'aie dans quelques minutes. Si c'est le cas, je déposerai évidemment cette réponse. Autrement, je le ferai demain.

Si je me souviens bien, cette réponse fait valoir deux points. Premièrement, le mot «attachement» est une traduction française tout à fait correcte de «commitment» et, deuxièmement, ces deux termes se retrouvent un peu partout dans l'accord de Charlottetown. Cela dit, il s'agit ici d'une version improvisée de la réponse que je fournirai en temps utile et qui fait état de la question un peu plus en détail.

L'ÉCONOMIE

LA PIÈTRE PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE—L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

L'honorable L. Norbert Thériault: Honorables sénateurs, j'ai une question à poser au leader du gouvernement au Sénat. Elle est plus ou moins liée à celle qu'a posée mon leader au sujet de l'article paru dans le *Star de Toronto*.

Je tiens pour certain, même si vous n'en avez rien dit, qu'on fera bientôt une annonce concernant l'autoroute transcanadienne et les provinces.

Sachant que le gouvernement cherche des moyens d'aider le pays à sortir du terrible borbier dans lequel il se trouve, le leader du gouvernement est-il prêt à commenter un article paru dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui et intitulé «Il manquerait environ 70 milliards de dollars»? Il y est dit que l'économie fonctionne à 90,8 p. 100 de sa capacité, soit une baisse de production de 9,2 p. 100, du jamais vu depuis la dernière dépression.

Hier, j'ai parlé de la dépression. Si nous ne sommes pas confrontés à une dépression en règle, si nous sommes toujours aux prises avec ce qu'on appelle une récession —, c'est uniquement en raison des programmes mis en place par les gouvernements libéraux antérieurs.

Le gouvernement est-il maintenant prêt à admettre qu'il doit intervenir pour relancer l'économie et éviter que le pays ne glisse vers une véritable dépression?

[Le sénateur Molgat.]

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, il est juste, je crois, de dire que l'économie ne donne pas son plein rendement. Cela étant dit, il existe diverses façons de mesurer le rendement, et je ne crois que l'on puisse comparer la situation qui prévalait durant la grande crise économique des années 30 et celle d'aujourd'hui.

Deuxièmement, tout le monde s'accorde pour dire que ce qui se passe chez nous et un peu partout ailleurs, ce n'est pas un simple ralentissement cyclique, bien que certains éléments s'y retrouvent, mais bien un problème à long terme qui sous-tend une adaptation structurelle.

Selon les experts qui se penchent sur ces questions, dont ceux du FMI et de l'OCDE, le Canada est en avance sur bien des pays pour des ajustements structurels, comme en témoigne le succès de nos efforts pour réduire les dépenses publiques, infléchir les taux d'inflation et d'intérêt et jeter la base d'une reprise à long terme durable.

Troisièmement, en ce qui concerne la question de l'infrastructure, je tiens à être très clair. Selon l'article du *Star* de Toronto que le chef de l'opposition a cité, le gouvernement a décidé d'injecter plusieurs milliards de dollars dans l'infrastructure. J'ai déclaré que le gouvernement n'avait effectivement pris aucune décision en ce sens.

La question de la route transcanadienne a fait l'objet de plusieurs discussions. La plus récente, à ma connaissance, a eu lieu entre le ministre des Finances et les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, mais d'autres provinces sont évidemment aussi concernées. À mon avis, les pourparlers se déroulent très bien, mais je ne suis pas en mesure de confirmer les propos que m'a prêtés l'honorable sénateur, à savoir qu'une décision serait annoncée prochainement à ce sujet.

Le sénateur Thériault: Honorables sénateurs, le leader du gouvernement au Sénat peut bien citer les déclarations du FMI ou de l'OCDE, il n'en reste pas moins que les pays, qui souffrent le plus des conséquences des politiques économiques de droite, nommément l'Angleterre, les États-Unis et le Canada, traversent le pire de la récession actuelle.

On sait bien que les États-Unis sont éprouvés par les politiques des gouvernements Reagan et Bush. Le Canada souffre des politiques du gouvernement Mulroney, et le Royaume-Uni subit encore les séquelles des politiques de l'ancien gouvernement Thatcher. J'espère cependant que le nouveau premier ministre du Royaume-Uni rectifie la politique de l'ancien gouvernement et que de nouveaux gouvernements, aux États-Unis et au Canada, rétabliront la situation.

Toutefois, l'article précise:

La baisse consécutive de 9,2 p. 100 de la production, soit la baisse la plus forte depuis la Grande crise des années 30, a entraîné la fermeture d'usines, de magasins et la mise à pied de travailleurs canadiens.

En fait, la baisse de production de 70 milliards suffirait à créer, pour les quelque 1,6 million de chômeurs canadiens actuels, un nombre égal d'emplois rémunérés à raison de 44 000 \$ chacun annuellement. Est-ce là le genre de situation économique sur laquelle se fonde, selon vous, un organisme comme l'OCDE pour dire que le Canada est en train de sortir de la récession? Le Canada a été le premier pays du monde